

Conférence de presse « Non à l'initiative inutile sur l'élevage intensif »

13 juin 2022

Seul le discours prononcé fait foi.

Christoph Mäder, président

Mesdames et Messieurs,

Tout secteur économique a intérêt à axer son activité sur les besoins du marché. Or, l'initiative sur l'élevage intensif va à l'encontre de ce principe. En prévoyant une réglementation de l'offre par la Confédération, elle enfreint le concept du libre marché. Aujourd'hui déjà, les consommateurs sont libres d'acheter les produits qu'ils désirent. Les entreprises adaptent leur offre à la demande. L'initiative imposerait une offre pour laquelle la demande serait à l'évidence insuffisante, mettant ainsi à mal le libre marché.

En cas d'acceptation, l'initiative sur l'élevage intensif fera exploser les prix. La mise en œuvre de règles rigoureuses entraînera des coûts supplémentaires. La hausse des prix donnera lieu à une augmentation du tourisme d'achat. En définitive, l'initiative ne sera bonne pour personne. Ceux qui souhaitent promouvoir les formes d'élevage particulièrement

respectueuses des animaux peuvent déjà le faire en achetant des denrées alimentaires produites en conséquence.

La réglementation des importations prévue dans l'initiative pose problème à l'économie, en particulier aux entreprises exportatrices de l'étranger. En effet, les exigences des initiants ne sont pas compatibles avec les accords de l'OMC, dont les règles interdisent les différences de traitement des produits à la frontière en fonction de leur mode de production. Les revendications des initiants sont aussi contraires aux traités qu'a passés la Suisse avec l'UE et à ses autres accords de libre-échange. Par ailleurs, la mise en œuvre de l'initiative entraînera des contrôles complexes et coûteux, notamment aux frontières.

D'autres pays pourraient trouver prétentieux que la Suisse dicte à ses partenaires commerciaux ce qu'il faut entendre par « élevage respectueux des animaux ». Cette attitude nuirait aux partenariats tout au long de la chaîne de création de valeur. D'autres pays pourraient même être tentés de riposter : s'ils perçoivent les règles qu'impose la Suisse comme une entrave au commerce et une source de discrimination, ils pourraient assortir les importations en provenance de Suisse d'exigences supplémentaires ou commencer à s'en détourner, mettant ainsi l'économie indigène d'exportation en difficulté.

L'initiative sur l'élevage intensif prive les consommateurs de leur liberté de choix, fait grimper les prix, favorise le tourisme d'achat, rompt les accords internationaux de la Suisse et, en fin de compte, nuit à l'ensemble de notre économie. Il convient donc de voter non le 25 septembre prochain.